

RECOMMANDATIONS SANITAIRES TEMPORAIRES DE LA DIRECTION DE LA SANTÉ¹

L'ATTENTION DES BIBLIOTHEQUES, ARCHIVES,
CENTRES DOCUMENTAIRES DANS LE CADRE
DE LA CRISE SANITAIRE LIÉE À LA COVID-19

SECTEUR CULTUREL

Bibliothèques, archives, centres documentaires



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

Version du 15/07/2021

¹ Ce document contient également des références à des obligations légales sur base de la loi modifiée du 17 juillet 2020 sur les mesures de lutte contre la pandémie Covid-19.

Conformément à l'article L. 312-1 et 312-2 du Code du travail, l'employeur est obligé d'assurer la sécurité et la santé des salariés dans tous les aspects liés au travail et, dans le cadre de ses responsabilités, il est tenu de prendre les mesures nécessaires pour la protection de la sécurité et de la santé des salariés, y compris les activités de prévention des risques professionnels, d'information et de formation ainsi que la mise en place d'une organisation et de moyens nécessaires.

Conformément à l'article L. 313-1 du Code du travail, il incombe à chaque salarié de prendre soin, selon ses possibilités, de sa sécurité et de sa santé ainsi que de celles des autres personnes concernées du fait de ses actes ou de ses omissions au travail, conformément à sa formation et aux instructions de son employeur.

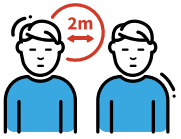
En cas de non-respect des recommandations indiquées ci-dessous, les salariés peuvent contacter le travailleur désigné qui est en charge de la mission de protection des salariés, en son absence le médecin du travail dont dépend leur entreprise et en cas de problèmes persistants la Division de la Santé au Travail et de l'Environnement de la Direction de la Santé sous le numéro : **247-85587** ou encore l'Inspection des Travaux et des Mines sous le numéro : **247-76100**.

Les recommandations ci-dessous s'adressent aux bibliothèques, archives et centres documentaires.

GÉNÉRAL : LES GESTES BARRIÈRE À ADOPTER PAR LE PERSONNEL, LES VISITEURS ET LES INTERVENANTS EXTERNES

- Appliquer les principes de distanciation physique : les employés et visiteurs sont tenus de respecter en tout temps une distance d'au moins deux mètres entre eux ;
- Le port du masque ou de tout autre dispositif permettant de recouvrir le nez et la bouche est obligatoire en toutes circonstances pour les activités ouvertes à un public qui circule et qui se déroulent en lieu fermé, sauf pour les activités qui se déroulent sur le régime Covid check; il est également obligatoire pour tout rassemblement qui met en présence plus de 10 personnes, dans un lieu fermé ou en plein air ;
- Se désinfecter régulièrement les mains respectivement se laver les mains à l'eau, au savon et les sécher avec des serviettes en papier jetables ;
- Tousser ou éternuer dans son coude ou dans un mouchoir ;
- Saluer sans se serrer la main et sans se toucher ;
- Utiliser des mouchoirs à usage unique et les jeter dans une poubelle à couvercle à commande non-manuelle ;
- Eviter tout regroupement de personnes à moins de deux mètres de distance ;
- Limiter les échanges de main à main etc.

MESURES À ADOPTER PAR L'EMPLOYEUR



Les bibliothèques, archives et centres documentaires sont tenus d'adopter une politique de prévention des maladies infectieuses suivante :

- Permettre l'accès à un point d'eau, à du savon et à des serviettes en papier jetables afin que les employés puissent se laver les mains. Si l'employeur se trouve dans l'impossibilité d'offrir un accès à un point d'eau, il doit fournir des solutions hydro-alcooliques aux salariés ;
- Afficher une méthode efficace pour le lavage de mains comme celle prescrite par l'Organisation mondiale de la Santé; des affiches rappelant l'importance de l'hygiène des mains, de l'étiquette respiratoire et de la distanciation sociale devraient être installées aux endroits stratégiques ;
- Réorganiser les postes de travail et répartir les salariés de telle manière qu'une distance d'au moins deux mètres les sépare ;
- Garantir que dans les files de personnes une distance d'au moins deux mètres soit respectée entre chaque personne ;
- Éviter, si possible, tout contact physique entre les salariés et les visiteurs ;
- Éviter, dans la mesure du possible, les échanges de main à main d'argent, cartes bancaires, tickets etc. ;
- Privilégier le paiement en ligne ou par cartes idéalement sur des terminaux fixes, qui n'ont pas besoin d'être manipulés, et les paiements par téléphones portables ; toutefois, les paiements en espèces restent possibles ;
- Concernant les cantines, les dispositions suivantes sont applicables :
 - Une limite de 4 personnes assises à une même table est possible à l'intérieur des établissements (10 personnes par table en terrasse), sans obligation de test, à condition que les mêmes mesures que celles applicables au secteur HORECA soient respectées.
 - L'exploitant de la cantine peut opter pour le régime Covid check. Dans ce cas, aucune restriction n'est applicable à condition que tous les salariés puissent présenter soit un certificat de vaccination, soit un certificat de rétablissement soit un certificat de test Covid-19 négatif selon les dispositions de la loi modifiée du 17 juillet 2020 sur les mesures de lutte contre la pandémie Covid-19.

LES MESURES SPÉCIFIQUES DANS LES ESPACES ACCESSIBLES AUX VISITEURS

- Limiter le nombre de visiteurs afin de pouvoir garantir la distanciation de deux mètres ;

- Veiller à ce que l'accès simultané aux salles de lecture puisse garantir la distanciation de deux mètres ;
- Le port d'un masque ou de tout autre dispositif permettant de recouvrir le nez et la bouche est obligatoire à l'intérieur de l'institution culturelle à partir de 6 ans ;
- Mettre en place des écrans protecteurs à l'accueil ;
- Mettre à disposition des solutions hydro-alcooliques aux points stratégiques du bâtiment;
- Afficher à l'entrée et sur le site internet les précautions mises en place et les informations utiles au visiteur :
 - nombre de visiteurs limité ayant accès à l'institution culturelle,
 - port obligatoire du masque ou de tout autre dispositif permettant de recouvrir le nez et la bouche dans tous les espaces intérieurs,
 - désinfection des mains à l'entrée,
 - respect de la distanciation physique,
 - retards et autres inconvénients possibles en raison des mesures de sécurité mises en place,
 - etc.
- Afficher les informations relatives aux gestes barrière et à la distanciation physique obligatoire ;
- Réguler la circulation des visiteurs, par exemple en utilisant des marqueurs au sol pour guider les lecteurs.

LES MESURES SPÉCIFIQUES APPLICABLES DANS LE CADRE DE L'ORGANISATION D'ACTIVITÉS ET ATELIERS PÉDAGOGIQUES

De manière générale, les activités scolaires et parascolaires sont dispensées des mesures de distanciation ainsi que des limites de rassemblement. Cependant, il est recommandé de sensibiliser les enfants et les jeunes aux règles d'hygiène ainsi qu'aux principes de distanciation de deux mètres, tout en sachant que cette mesure ne pourra pas strictement être respectée en tout temps.

Le contact des groupes avec les personnes extérieures doit être évité dans la mesure du possible. Si des prestataires externes interviennent dans le cadre des activités, il est recommandé qu'ils appliquent, dans la mesure du possible, les mesures de distanciation et le cas échéant, le port de masque.

Pour les activités et ateliers pédagogiques organisés à l'attention d'enfants et adultes à titre individuel, les mesures de protection telles que les prévoit la loi s'appliquent.

Les gestionnaires sont tenus d'adopter une politique de prévention des maladies infectieuses suivante :

POUR LA TENUE D'ACTIVITÉS A DESTINATION DES CLASSES SCOLAIRES ET GROUPES PARASCOLAIRES

Les activités pédagogiques à l'attention de groupes scolaires et parascolaires, qu'elles se tiennent sous forme de visites guidées, de spectacles, d'événements culturels, de projections ou autres, sont dispensées des mesures de distanciation et de limitations du nombre de participants.

Il est toutefois recommandé de maintenir des groupes fixes et de ne pas mélanger différentes classes ou groupes scolaires ou parascolaires. De plus, il est recommandé, dans la mesure du possible, d'assigner des places assises si l'activité le permet.

Bien que les activités scolaires et parascolaires soient dispensées de certaines mesures, il est recommandé, pour la tenue d'activités, d'appliquer dans la mesure du possible les mesures suivantes:

- Ne pas proposer des activités pendant lesquelles les participants sont amenés à toucher les autres ; veiller à minimiser les contacts interpersonnels ;
- Ne pas proposer des ateliers ou activités où les participants sont amenés à toucher ou manipuler entre eux le(s) même(s) objet(s) ;
- Eviter les activités impliquant un contact intense et prolongé ;
- Il est recommandé de ne pas mélanger de classes scolaires entre elles. En ce qui concerne les activités parascolaires, il est recommandé de ne pas constituer de groupes trop grands afin d'éviter le cas échéant la mise en quarantaine d'un nombre trop important de participants ;
- Limiter la circulation des participants et attribuer à chacun une place fixe ;
- Organiser des flux de circulation à l'intérieur du bâtiment. Veiller à ne pas mélanger deux groupes scolaires différents ;
- Le port du masque est obligatoire pour les activités scolaires, y inclus péri- et parascolaires, lorsque celles-ci se déroulent à l'intérieur, sauf lorsque les élèves sont assis à leur place. Cette obligation ne s'applique aux élèves qu'à partir du cycle 2 de l'enseignement fondamental.
- Le port du masque est obligatoire pour tout déplacement à l'intérieur du bâtiment ;
- Le port du masque, les règles de distanciation physique ne s'appliquent pas aux activités péri- et parascolaires se déroulant à l'intérieur, lorsque le groupe de personnes participant simultanément à une activité ne dépasse pas le nombre de dix. Ces restrictions ne s'appliquent pas lorsque les activités péri- et parascolaires se déroulent sous le régime Covid check.
- Il est recommandé que la taille maximale d'un groupe par table n'excède pas 10 personnes ;
- Distanciation physique de 2 mètres et port du masque obligatoire et généralisé pour les contacts interpersonnels entre adultes (enseignants, personnel encadrant, parents, animateurs et/ou tout autre personne externe) ;
- Lavage des mains avant et après l'activité ;
- Mise à disposition, au besoin, d'écrans de protection, de masques, de distributeurs de solutions hydro alcooliques, de matériel signalétique ;

- En cas de distribution de matériel pédagogique, veiller à désinfecter le matériel après chaque usage. Le partage de matériel et d'équipement est à proscrire, chaque participant doit disposer de son propre matériel. Les participants peuvent ramener leur propre trousse scolaire ou autre si utile ;
- L'aération régulière des ateliers et espaces pédagogiques qui accueillent les groupes scolaires et parascolaires est fortement recommandée. Pour les systèmes de ventilation, basculer à 90% d'air frais ;
- Nettoyage des locaux sanitaires, des surfaces et objets fréquemment touchés après chaque passage de groupe scolaire ou parascolaire ;
- Si le temps et le lieu le permettent, les activités à l'air libre sont à privilégier.

POUR LA TENUE D'ACTIVITÉS A DESTINATION D'UN PUBLIC INDIVIDUEL

Lors d'une activité ou d'un atelier pédagogique à destination d'un public individuel, non issu d'un même ménage et ayant lieu dans une salle fermée, les mesures suivantes sont à adopter :

- Pour les ateliers et autres activités pédagogiques destinés aux enfants, jeunes et adultes qui participent à titre individuel à une activité pédagogique, les groupes ne peuvent pas compter plus de 50 participants (encadrant non-inclus) à moins que des places assises soient assignées à chaque participant. Pour les activités sans place assignée et de 50 participants ou moins, le port du masque ainsi que le respect d'une distance minimale de deux mètres sont obligatoires en tout temps. Pour les ateliers ou activités pédagogiques avec places assises assignées chaque place doit être espacée de deux mètres et les participants doivent également porter le masque en tout temps ;
- L'obligation du respect d'une distance minimale de deux mètres ne s'applique toutefois ni aux personnes qui font partie du même ménage ou qui cohabitent, ni à des groupes de personnes composés de quatre personnes au maximum.
- Ne pas proposer des ateliers ou activités où les participants sont amenés à toucher ou manipuler entre eux le(s) même(s) objet(s) ;
- Eviter les activités impliquant un contact intense et prolongé ;
- Le nombre maximal de participants d'un groupe est à définir en fonction de l'aménagement possible du lieu ;
- Limiter la circulation des participants ;
- Organisation des flux de circulation à l'intérieur du bâtiment afin d'éviter tout croisement et mélange de groupes différents. Veiller à ne pas mélanger deux groupes de participants différents ;
- Lavage des mains avant et après l'activité pédagogique ;
- Mise à disposition, au besoin, d'écrans de protection, de masques, de distributeurs de solutions hydro-alcooliques, de matériel signalétique ;
- En cas de distribution de matériel pédagogique, veiller à désinfecter le matériel après chaque usage. Le partage de matériel et d'équipement est à proscrire, chaque participant doit

disposer de son propre matériel. Les participants peuvent ramener leur propre matériel ou autre si utile ;

- L'aération régulière des ateliers et espaces pédagogiques qui accueillent les groupes est fortement recommandée. Pour les systèmes de ventilation, basculer à 90% d'air frais ;
- Nettoyage des locaux sanitaires, des surfaces et objets fréquemment touchés après chaque passage d'un groupe ;
- Si le temps et le lieu le permettent, les activités à l'air libre sont à privilégier.
- Dans le cadre de l'organisation d'un événement ou d'une manifestation spécifique, l'organisateur peut opter d'organiser l'événement ou la manifestation sous le régime Covid Check. Dans ce cas, les participants de l'événement sont libérés des obligations du port de masque, de la distance interpersonnelle de 2 mètres et de l'assignation d'une place fixe.
- Par « régime Covid Check » on entend, selon les dispositions de la loi modifiée du 17 juillet 2020 sur les mesures de lutte contre la pandémie Covid-19, le régime applicable à des établissements accueillant un public, manifestations ou événements dont l'entrée est exclusivement réservée aux personnes pouvant se prévaloir
 - soit d'un certificat de vaccination,
 - soit d'un certificat de rétablissement,
 - soit d'un certificat de test Covid-19 indiquant un résultat négatif ,
 - soit qui présentent un test autodiagnostique servant au dépistage du virus SARS-CoV-2 réalisé sur place et dont le résultat est négatif.
 - A noter que ni les tests antigéniques rapides SARS-CoV-2 certifiés par des fonctionnaires ou employés publics ni les tests autodiagnostiques servant au dépistage du virus SARS-CoV-2 réalisés sur place ne sont admis ou valables entre une heure et six heures du matin. Les personnes âgées de moins de six ans sont exemptées de la réalisation d'un test autodiagnostique sur place ou de la présentation d'un certificat tel que visé plus haut.
- Le régime Covid-Check doit faire l'objet d'une notification préalable par voie électronique à la Direction de la santé (notification-covidcheck@ms.etat.lu) et d'un affichage visible à l'entrée et/ou sur les supports de promotion. Lors de la notification, le périmètre du lieu de la manifestation ou de l'événement doit être déterminé de manière précise.
- Les événements accueillant plus de trois cent personnes sans pouvoir dépasser la limite maximale de 2000 personnes sont autorisés lorsqu'ils font l'objet d'un protocole sanitaire à accepter préalablement par la Direction de la santé.

NETTOYAGE DES SURFACES

- Nettoyer les espaces de travail, sanitaires, espaces partagés au moins une fois par jour avec un produit d'entretien habituel ;
- Nettoyer les surfaces fréquemment touchées : nettoyer régulièrement avec un produit d'entretien habituel toutes les surfaces touchées par le client ou sa marchandise lors de la transaction (marchandise déposée sur le comptoir, terminal manipulé par le client).



- Comme mesure technique préventive il est recommandé dans les bâtiments fonctionnels qui sont équipés de systèmes de ventilation (VMC) plus anciens, c.-à-d. qui ne fonctionnent pas d'office avec 100% d'air frais, de changer la consigne pour passer à 100% d'air frais (ce changement de consigne est à faire par le technicien de maintenance).

ÉQUIPEMENT DE PROTECTION INDIVIDUELLE



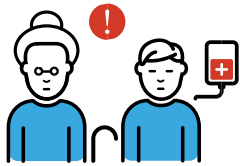
- **Masques de protection** : notons que les masques chirurgicaux ou tout autre dispositif permettant de recouvrir le nez et la bouche ne protègent pas le porteur de manière efficace mais protègent les autres personnes des gouttelettes émises par le porteur du masque (toux, éternuement). Si une distance interpersonnelle d'au moins deux mètres ne peut pas être respectée, le port d'un masque ou de tout autre dispositif permettant de recouvrir le nez et la bouche d'une personne physique est recommandé. Le port de masque est obligatoire pour toutes les activités ouvertes à un public qui circule et qui se déroulent en lieu fermé ainsi que pour les rassemblements qui mettent en présence plus de dix personnes, sauf pour les activités qui se déroulent sur le régime Covid check.
- **Solution hydro-alcoolique** : dans la mesure du possible, utiliser des solutions hydro alcooliques ;
- **Port de gants** : le port de gants risque d'entraîner un faux sentiment de sécurité et la contamination par le contact avec de multiples surfaces sans que les gants ne soient changés. Le port de gants n'élimine pas la nécessité de se laver régulièrement les mains.

EN PRÉSENCE DE SALARIÉS CONSIDÉRÉS COMME PERSONNES VULNÉRABLES

Les personnes de plus de 65 ans ou celles qui souffrent déjà d'une des maladies listées ci-après présentent un risque accru de développer des complications sévères. Les maladies concernées sont:

- Le diabète: les diabétiques insulino-dépendants non équilibrés ou présentant des complications secondaires à leur pathologie ;
- Les maladies cardiovasculaires : antécédents cardiovasculaires, hypertension artérielle compliquée, antécédents d'accident vasculaire cérébral ou de coronaropathie, chirurgie cardiaque, insuffisance cardiaque stade NYHA III ou IV ;

- Les maladies chroniques des voies respiratoires : les personnes présentant une pathologie chronique respiratoire susceptible de décompenser lors d'une infection virale;
- Le cancer : les malades atteints de cancer sous traitement ;
- Les personnes avec une immunodépression congénitale ou acquise :
 - médicamenteuse : chimiothérapie anticancéreuse, immunosuppresseur, biothérapie et/ou une corticothérapie à dose immunosuppressive,
 - infection à VIH non contrôlé ou avec des CD4 <200/mm³,
 - consécutive à une greffe d'organe solide ou de cellules souches hématopoïétiques,
 - liée à une hémopathie maligne en cours de traitement,
 - les patients présentant une insuffisance rénale chronique dialysée,
 - les malades atteints de cirrhose au stade B ou C de la classification de Child-Pugh ;
- Les personnes présentant une obésité morbide (indice de masse corporelle > 40 kg/m²) ;
- Les femmes enceintes.



Les personnes considérées comme des personnes vulnérables peuvent travailler, mais leurs employeurs sont tenus de les protéger particulièrement sur le lieu de travail p.ex. en les éloignant le plus possible des autres collaborateurs et des visiteurs. L'employeur invite les personnes vulnérables à se manifester auprès de leur médecin du travail pour définir ensemble une solution protégeant au mieux la santé des salariés concernés.

EN PRÉSENCE DE SALARIÉS PRÉSENTANT DES SYMPTÔMES D'INFECTION

- Appliquer de façon stricte l'exclusion du milieu du travail des personnes présentant des symptômes d'infection ;
 - Le salarié doit rester à son domicile. En cas de persistance des symptômes, il doit consulter un médecin par téléconsultation ;
 - L'employeur est tenu de suivre le protocole d'isolement recommandé par la Direction de la santé avant de réintégrer un employé présentant un risque de contagion à son poste de travail ;
- Si un salarié commence à ressentir des symptômes sur son lieu de travail, l'employeur doit disposer d'une procédure pour l'isoler dans un local ou lui faire porter un masque chirurgical ou tout autre dispositif permettant de recouvrir efficacement le nez et la bouche jusqu'à ce qu'il quitte le lieu de travail pour aller consulter un médecin ;
- Les personnes ayant été en contact avec une personne testée positivement à la COVID-19 sont prises en charge de la manière suivante:

- **Personnes non-vaccinées ou non-guéries** (= contact face-à-face pendant plus de 15 minutes et à moins de deux mètres sans port correct de masque OU contact physique direct OU contact dans un environnement fermé avec un cas COVID-19 pendant plus de 15 minutes, sans port correct de masque et sans respecter une distance minimale de deux mètres): les personnes seront contactées par la Direction de la santé pour être mises en quarantaine pendant 7 jours avec réalisation d'un test de dépistage à partir du 6e jour. En cas de négativité du test, la quarantaine sera levée et la personne continuera une auto-surveillance pendant 7 jours supplémentaires et portera un masque pendant cette période lorsqu'elle sera en contact avec d'autres personnes. Au besoin, un certificat d'arrêt de travail sera délivré par l'Inspection sanitaire. Une reprise des activités sera possible. En cas de refus de se soumettre à un test au 6e jour, la durée totale de quarantaine sera de 14 jours. Si la personne présente des symptômes évocateurs d'une infection COVID-19 à n'importe quel moment, elle devra passer en isolement et un test à la recherche du virus sera immédiatement réalisé.
- **Personnes vaccinées (schéma de vaccination complet) ou guéries (infection d'un temps de moins de 6 mois)** : plus besoin de quarantaine
- **Tous les autres cas** : auto-surveillance pendant 14 jours avec prise de température deux fois par jour et prise en compte d'éventuels symptômes. En cas de symptômes compatibles avec une infection COVID-19, un test à la recherche du virus sera immédiatement réalisé.
- Réintégration de salariés ayant été testés positivement à la COVID-19 : le salarié peut réintégrer son poste de travail 10 jours après avoir été testé positivement à condition qu'il ne présente plus de symptômes depuis 48 heures.
- S'il continue à présenter des symptômes, il doit impérativement consulter son médecin ou un autre médecin via téléconsultation, car il a possiblement des complications de son infection ;
- Il n'est pas utile de tester à nouveau les personnes en fin de période d'isolement. Une personne qui a suivi le protocole d'isolement ne présentant plus de symptômes depuis 48 heures, elle peut réintégrer son poste de travail peu importe le résultat d'un éventuel deuxième test.